

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Vanessa Robidoux, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Beauharnois pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 26 avril 2024

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	30
Situation financière par organismes	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	44
Analyse des charges consolidées	56

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Beauharnois**

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Beauharnois** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Beauharnois** au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la ville n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2023, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. La ville n'a pas obtenu les informations concernant le coût de désamiantage et le risque de présence d'amiante devant être utilisés pour calculer le passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif, aux informations fournies dans les états financiers consolidés, aux charges ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Ville de Beauharnois** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 26 avril 2024

1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalizations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	29 041 276	29 098 751	24 595 684
Compensations tenant lieu de taxes	2	779 345	687 920	658 860
Quotes-parts	3			
Transferts	4	865 831	963 881	3 072 395
Services rendus	5	1 423 988	1 721 706	1 428 888
Imposition de droits	6	1 671 150	2 587 860	2 351 740
Amendes et pénalités	7	180 000	304 923	209 678
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	153 664	635 934	266 616
Autres revenus	10	36 056	2 061 632	592 854
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	34 151 310	38 062 607	33 176 715
Charges				
Administration générale	14	5 397 261	5 320 252	4 968 469
Sécurité publique	15	5 855 883	6 233 320	5 581 229
Transport	16	3 886 889	5 891 171	5 597 177
Hygiène du milieu	17	5 937 960	7 403 716	6 691 680
Santé et bien-être	18	143 367	110 904	127 438
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 482 698	2 039 843	1 359 249
Loisirs et culture	20	4 624 100	5 292 210	4 961 915
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 784 686	1 735 149	1 247 203
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	30 112 844	34 026 565	30 534 360
Excédent (déficit) de l'exercice	25	4 038 466	4 036 042	2 642 355
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		78 630 478	75 988 123
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		78 630 478	75 988 123
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		82 666 520	78 630 478

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	10 711 690	7 963 913
Débiteurs (note 5)	2	16 938 364	16 304 349
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7	4 996 203	
	8	32 646 257	24 268 262
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		1 059 435
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	7 541 292	6 286 795
Revenus reportés (note 11)	12	1 428 927	987 288
Dette à long terme (note 12)	13	63 502 102	58 992 854
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	190 000	190 000
	16	72 662 321	67 516 372
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(40 016 064)	(43 248 110)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	121 586 766	120 797 362
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	505 947	552 633
Stocks de fournitures	20	379 280	342 808
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	210 591	185 785
	23	122 682 584	121 878 588
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	82 666 520	78 630 478
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	82 666 520	78 630 478
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	82 666 520	78 630 478

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 038 466	4 036 042	2 642 355
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	6 345 762)(	6 686 176)
Produit de cession	3		17 314	
Amortissement	4		5 472 884	5 215 329
(Gain) perte sur cession	5		11 149	
Réduction de valeur / Reclassement	6		55 011	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(789 404)	(1 470 847)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		46 686	
Variation des stocks de fournitures	10		(36 472)	(1 712)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(24 806)	(30 290)
	13		(14 592)	(32 002)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	4 038 466	3 232 046	1 139 506
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(43 248 110)	(44 387 616)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(43 248 110)	(44 387 616)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(40 016 064)	(43 248 110)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 036 042	2 642 355
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 472 884	5 215 329
Autres			
▪ Perte sur disposition d'immobilisations	3.1	11 149	
▪ Reclassement	3.2	55 011	
	4	9 575 086	7 857 684
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(634 015)	(790 134)
Autres actifs financiers	6	(4 996 203)	
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 254 497	(802 118)
Revenus reportés	8	441 639	(121 686)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	46 686	
Stocks de fournitures	11	(36 472)	(1 712)
Autres actifs non financiers	12	(24 806)	(30 290)
	13	5 626 412	6 111 744
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(6 345 762)	(6 686 176)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	17 314	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(6 328 448)	(6 686 176)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	9 581 000	30 075 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(5 115 611)	(31 324 785)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(1 059 435)	(739 553)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	43 859	(251 872)
Autres			
▪	28.1		
	29	3 449 813	(2 241 210)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	2 747 777	(2 815 642)
Solde déjà établi	31	7 963 913	10 779 555
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	7 963 913	10 779 555
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	10 711 690	7 963 913

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Beauharnois a été constituée le 1er janvier 2002 suite au décret 1479-2001 daté du 12 décembre 2001 en vertu de la Loi sur les Cités et Villes (L.R.Q., c.C-19) et ses amendements. Cette ville est issue du regroupement des trois municipalités suivantes:

Ville de Beauharnois
Ville de Maple Grove
Village de Melocheville

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat de la Régie intermunicipale de gestion des installations sportives Beauharnois-Châteauguay.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et sont combinés ligne par ligne. Les opérations et les soldes interorganismes sont ensuite éliminés.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise commerciale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Beauharnois excluant l'organisme qu'elle contrôle.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de gestion des installations sportives Beauharnois-Châteauguay pour l'exercice est de 21,83 % (21,42 % en 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard du passif au titre d'assainissement des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Assainissement des sites contaminés

La ville comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la ville est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard des Fonds de parcs et terrains de jeux, Fonds de développement, Fonds de carrière et sablières ainsi que du Fonds de stationnement sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 à 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

F) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Frais d'assainissement des sites contaminés:

- pour le passif constaté: sur la durée s'échelonnant jusqu'au moment prévu de la réalisation des travaux d'assainissement, incluant la période de décontamination, de chacun des sites contaminés

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer (à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation) les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, *Instruments financiers*, SP 3041, *Placements de portefeuille*, SP 2601, *Conversion des devises* et SP 1201, *Présentation des états financiers*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur ses prêts, ses placements et sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats, gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'organisme n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2023, de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et il n'a pas fourni les informations requises dans ses états financiers en vertu de cette norme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	10 514 646	7 841 880
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	197 044	122 033
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	10 711 690	7 963 913
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	10 711 690	7 963 913
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	6 435 090	5 340 551
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	1 548 000	20 748 899

Note**5. Débiteurs**

		2023	2022
Taxes municipales	9	2 009 222	1 145 008
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	8 530 318	8 767 783
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 671 263	1 679 900
Organismes municipaux	13	239 249	76 339
Autres			
▪ Mutations et autres	14.1	4 488 312	4 635 319
	15	16 938 364	16 304 349
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	6 764 021	6 931 863
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	6 764 021	6 931 863
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	29 138	29 138
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		13 587
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	7 153 691	7 284 602
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		50 000
Ministère de la Culture et des Communications	25	1 058 613	1 096 089
Autres ministères/organismes	26	318 014	323 505
	27	8 530 318	8 767 783

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
		31	
Provision pour moins-value déduite des prêts		32	

Note**7. Placements de portefeuille**

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
		35	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	4 996 203	
Autres	39		
	40	4 996 203	

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville dispose de marge de crédit dont les montants autorisés s'élèvent à 8 046 870 \$ au taux préférentiel pour ses activités de fonctionnement dont 0 \$ est utilisé au 31 décembre 2023. Cette marge est renouvelable annuellement.

La Régie intermunicipale de gestion des installations sportives Beauharnois-Châteauguay dispose de marges de crédit au montant total de 300 000 \$ pour ses activités quotidiennes. Aucun solde n'est utilisé au 31 décembre 2023.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	2 868 645	1 537 448
Salaires et avantages sociaux	42	1 277 799	1 158 605
Dépôts et retenues de garantie	43	2 304 812	2 543 118
Provision pour contestations d'évaluation	44	338 588	516 427
Autres			
▪ Intérêts courus à payer	45.1	393 790	295 758
▪ Organismes municipaux	45.2	357 658	235 439
	46	7 541 292	6 286 795

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ Programme TAPU	52.1	348 455	348 455
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	231 346	225 328
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	571 073	364 757
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Revenus perçus d'avance	60.1	51 736	48 748
▪ Fonds de développement	60.2	223 417	
▪ Fonds de stationnement	60.3	2 900	
	61	1 428 927	987 288

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	5,35	2024	2048	62	63 954 578	59 489 189
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	63 954 578	59 489 189
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(452 476)	(496 335)
					72	63 502 102	58 992 854

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73	3 814 100			3 814 100
2025	74	3 914 018			3 914 018
2026	75	3 718 225			3 718 225
2027	76	3 822 842			3 822 842
2028	77	3 424 082			3 424 082
2029 et plus	78	45 261 311			45 261 311
	79	63 954 578			63 954 578
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	63 954 578			63 954 578

Note

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	366 182
Autres régimes (REER et autres)	88	182 999
Régimes de retraite des élus municipaux	89	33 911
	90	583 092

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92	190 000	190 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95	190 000	190 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	()(
Charge de désactualisation ¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	24 177 051	330 082	989 701	23 517 432
Eaux usées	103	35 602 905	842 564	1 047 630	35 397 839
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	54 582 647	1 990 238	1 346 871	55 226 014
Autres					
▪	105.1	10 217 978	506 267	2 439 795	8 284 450
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	35 839 905	243 765	3 892 071	32 191 599
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	6 029 517	725 945	2 312 192	4 443 270
Ameublement et équipement de bureau	110	1 114 601	64 893	513 074	666 420
Machinerie, outillage et équipement divers	111	3 374 041	190 329	638 468	2 925 902
Terrains	112	3 809 233	246 678		4 055 911
Autres	113				
	114	174 747 878	5 140 761	13 179 802	166 708 837
Immobilisations en cours	115	21 329 138	1 205 001	55 011	22 479 128
	116	196 077 016	6 345 762	13 234 813	189 187 965
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	8 832 797	577 211	989 701	8 420 307
Eaux usées	118	16 021 199	880 222	1 047 630	15 853 791
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	24 096 890	1 904 135	1 346 926	24 654 099
Autres					
▪	120.1	5 294 710	363 185	2 439 740	3 218 155
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	14 836 130	1 144 734	3 887 202	12 093 662
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	3 661 825	276 177	2 305 394	1 632 608
Ameublement et équipement de bureau	125	767 407	100 381	512 953	354 835
Machinerie, outillage et équipement divers	126	1 768 696	226 839	621 793	1 373 742
Autres	127				
	128	75 279 654	5 472 884	13 151 339	67 601 199
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	120 797 362			121 586 766
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	()	()	()	()
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134	5 502 150	552 633
Autres	135		
	136	5 502 150	552 633
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	4 996 203	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	505 947	552 633

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	144.1	210 591	185 785
Autres			
▪	145.1		
	146	210 591	185 785

Note**19. Obligations contractuelles**

La ville a contracté des engagements qui ne sont pas comptabilisés pour un montant de 728 466 \$ relativement à l'entretien des logiciels informatiques, des sentiers et de l'aréna, au déneigement, à l'analyse d'échantillons d'eau, au contrôle des animaux, etc. Les versements estimatifs relativement à ces engagements se répartissent comme suit:

2024	316 310 \$
2025	269 864 \$
2026	142 292 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

De plus la ville s'est engagé à verser des don à des organismes pour 23 500 \$. Les versements relatives à ces dons se répartissent comme suit:

2024	11 500 \$
2025	12 000 \$

20. Droits contractuels

Dans le cadre de programmes de subvention des infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada ce sont engagés à verser une somme maximale de 6 760 076 \$ à la ville pour des travaux admissibles. La ville doit également réaliser des investissements 4 590 448 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 4 163 433 \$ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 2 596 643 \$ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Les subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisent 458 099 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de :

2024	58 156 \$
2025	53 493 \$
2026	49 354 \$
2027	45 552 \$
2028	41 623 \$
2029 et suivantes	209 922 \$

Contrats de location

La ville a conclu divers contrats avec des organismes. Ces contrats viennent à échéance entre 2024 et 2032 et prévoient les revenus suivants:

2024	50 792 \$
2025	54 090 \$
2026	53 950 \$
2027	55 249 \$
2028	56 197 \$
2029 et suivantes	86 132 \$

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

La Ville est poursuivie conjointement avec la Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry pour des dommages subis dans le cadre de l'application du schéma d'aménagement. La somme réclamée à la Ville de Beauharnois est de 18 554 806 \$ ou subsidiairement de 23 394 806 \$.

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimée à plus de 842 000 \$ ont été entreprises contre la ville. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques, la ville contestant le bien-fondé de la majorité de ces réclamations. Les administrateurs de la ville sont d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, seule une provision de 354 896 \$ a été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financier nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	<u>2023</u>	<u>2022</u>
Non en souffrance :	12 135 074	12 798 221
En souffrance :		
Moins de 30 jours	574 651	350 196
de 30 à 60 jours	13 363	11 294
plus de 60 jours	434 931	438 049
	13 158 019	13 597 760
Moins la provision pour créances douteuses	(29 138)	(29 138)
Total	13 128 881	13 568 622

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

	<u>2023</u>
Solde au début	29 138
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	-
Montants recouvrés	-
Solde à la fin	29 138

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

2023	<u>Moins de 1 an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 4 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>	<u>Total</u>
Emprunts	-	-	-	-	-
Créditeurs et charges à payer	6 212 147	-	-	-	6 212 147
Intérêts courus à payer	393 790	-	-	-	393 790
Dettes	3 814 100	11 256 842	6 930 825	41 952 811	63 954 578
Total	10 420 037	11 256 842	6 930 825	41 952 811	70 560 515

2022	<u>Moins de 1 an</u>	<u>De 1 à 3 ans</u>	<u>De 4 à 5 ans</u>	<u>Plus de 5 ans</u>	<u>Total</u>
Emprunts	1 059 435	-	-	-	1 059 435
Créditeurs et charges à payer	4 925 331	-	-	-	4 925 331
Intérêts courus à payer	295 758	-	-	-	295 758
Dettes	3 561 436	10 645 275	6 768 745	38 513 733	59 489 189
Total	9 841 960	10 645 275	6 768 745	38 513 733	65 769 713

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. L'organisme municipal est exposé à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts et sa trésorerie et équivalents de trésorerie à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

<u>2023</u>	<u>Taux fixe</u>	<u>Taux variable</u>	<u>Total</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	197 044	10 438 260	10 635 304
Débiteurs	8 170 285	-	8 170 825
Emprunts	-	-	-
Dettes	63 954 578	-	69 954 578
<u>2022</u>	<u>Taux fixe</u>	<u>Taux variable</u>	<u>Total</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	122 033	7 798 706	7 920 739
Débiteurs	8 399 709	-	8 399 709
Emprunts	-	1 059 435	1 059 435
Dettes	59 489 189	-	59 489 189

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 541 490 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2023 (442 281 \$ en 2022).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2023.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	24 595 684	29 041 276	29 098 751		29 098 751
Compensations tenant lieu de taxes	2	658 860	779 345	687 920		687 920
Quotes-parts	3				417 923	
Transferts	4	688 222	865 831	908 494	3 231	911 725
Services rendus	5	1 209 708	1 196 279	1 445 435	276 271	1 721 706
Imposition de droits	6	2 351 740	1 671 150	2 587 860		2 587 860
Amendes et pénalités	7	209 678	180 000	304 923		304 923
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	265 878	153 664	632 863	3 071	635 934
Autres revenus	10	326 941	36 056	(104 237)	1 921	(102 316)
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	30 306 711	33 923 601	35 562 009	702 417	35 846 503
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	2 381 654		52 156		52 156
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18	265 183		2 163 948		2 163 948
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	2 646 837		2 216 104		2 216 104
	22	32 953 548	33 923 601	37 778 113	702 417	38 062 607
Charges						
Administration générale	23	4 768 550	5 397 261	5 116 248	204 004	5 320 252
Sécurité publique	24	5 442 958	5 858 359	6 075 148	158 172	6 233 320
Transport	25	3 423 519	3 886 889	3 678 526	2 212 645	5 891 171
Hygiène du milieu	26	5 144 075	5 937 897	5 721 319	1 682 397	7 403 716
Santé et bien-être	27	127 438	143 367	110 904		110 904
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 336 547	2 482 698	1 982 949	56 894	2 039 843
Loisirs et culture	29	4 054 660	4 683 908	4 226 083	972 922	5 292 210
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	1 123 001	1 683 368	1 608 614		1 735 149
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	5 032 513		5 287 034	(5 287 034)	
	34	30 453 261	30 073 747	33 806 825		34 026 565
Excédent (déficit) de l'exercice	35	2 500 287	3 849 854	3 971 288	64 754	4 036 042

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 500 287	3 849 854	3 971 288	4 036 042
Moins : revenus d'investissement	2	(2 646 837)	()	(2 216 104)	(2 216 104)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(146 550)	3 849 854	1 755 184	1 819 938
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	5 032 513		5 287 034	5 472 884
Produit de cession	5			17 314	17 314
(Gain) perte sur cession	6			11 149	11 149
Réduction de valeur / Reclassement	7			55 011	55 011
	8	5 032 513		5 315 497	5 556 358
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9			46 686	46 686
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11			46 686	46 686
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14				
	15				
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 150 000			
Remboursement de la dette à long terme	17	(10 211 296)	()	(3 211 158)	(3 399 769)
	18	(9 061 296)		(188 611)	(3 399 769)
Affectations					
Activités d'investissement	19	(363 529)	(3 382 000)	(857 917)	(862 115)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				
Excédent de fonctionnement affecté	21	7 542 624		87 388	87 388
Réserves financières et fonds réservés	22	334 358	(457 854)	(457 224)	(457 224)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(10 000)	(10 000)	(10 000)	(10 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	7 503 453	(3 849 854)	(1 237 753)	(1 241 951)
	26	3 474 670	(3 849 854)	913 272	961 324
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 328 120		2 668 456	2 781 262

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 646 837	2 216 104	2 216 104
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	108 991)(	201 376)(	201 376)
Sécurité publique	3 (	213 789)(	477 109)(	477 109)
Transport	4 (	984 645)(	1 866 340)(	1 866 340)
Hygiène du milieu	5 (	4 872 983)(	1 980 772)(	1 980 772)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	15 583)(	90 849)(	90 849)
Loisirs et culture	8 (	466 739)(	1 725 118)(	4 198)(
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	6 662 730)(	6 341 564)(	4 198)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (	)	4 996 203)(	4 996 203)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 606 668	8 033 000	8 033 000
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	363 529	857 917	4 198
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	122 667	442 147	442 147
Excédent de fonctionnement affecté	17		800 000	800 000
Réserves financières et fonds réservés	18	538 132	1 021 530	1 021 530
	19	1 024 328	3 121 594	4 198
	20	(2 031 734)	(183 173)	(183 173)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	615 103	2 032 931	2 032 931

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	7 801 796	10 441 246	270 444	10 711 690
Débiteurs (note 5)	2	16 296 344	16 917 191	21 173	16 938 364
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7		4 996 203		4 996 203
	8	24 098 140	32 354 640	291 617	32 646 257
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 059 435			
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	6 246 391	7 497 434	43 858	7 541 292
Revenus reportés (note 11)	12	944 410	1 393 169	35 758	1 428 927
Dettes à long terme (note 12)	13	53 771 499	58 452 829	5 049 273	63 502 102
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15	190 000	190 000		190 000
	16	62 211 735	67 533 432	5 128 889	72 662 321
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(38 113 595)	(35 178 792)	(4 837 272)	(40 016 064)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	113 625 282	114 651 349	6 935 417	121 586 766
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	552 633	505 947		505 947
Stocks de fournitures	20	342 808	379 280		379 280
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	176 461	197 093	13 498	210 591
	23	114 697 184	115 733 669	6 948 915	122 682 584
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	9 328 119	9 554 428	178 857	9 733 285
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 525 000	1 637 612		1 637 612
Réserves financières et fonds réservés	26	2 264 201	2 699 895	67 947	2 767 842
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(2 135 415 ) (	1 619 686 ) (		1 619 686)
Financement des investissements en cours	28	(3 393 509)	(1 360 578)		(1 360 578)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	68 995 193	69 643 206	1 864 839	71 508 045
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	76 583 589	80 554 877	2 111 643	82 666 520
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	9 824 204	9 249 618	9 424 972	8 453 008
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 672 639	2 157 468	2 180 312	1 989 580
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	4 129 942	4 086 995	4 086 995	3 929 050
Autres biens et services	8	7 185 308	6 690 806	6 817 886	6 429 408
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 523 610	1 550 036	1 676 093	1 175 161
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	159 508	57 638	57 638	64 577
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	250	940	1 418	7 465
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	3 892 831	3 946 153	3 528 230	2 671 376
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	497 824	596 087	596 087	456 995
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		5 287 034	5 472 884	5 215 329
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Mauvaises créances, réclamations	21.1	178 060	172 103	172 103	135 137
Frais de transactions	21.2	9 571	11 947	11 947	7 274
	22	30 073 747	33 806 825	34 026 565	30 534 360

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	9 733 285	9 381 654
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 637 612	1 525 000
Réserves financières et fonds réservés	3	2 767 842	2 332 148
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 619 686)(	2 135 415)
Financement des investissements en cours	5	(1 360 578)	(3 380 993)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	71 508 045	70 908 084
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	82 666 520	78 630 478
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	9 554 428	9 328 119
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	178 857	53 535
	11	9 733 285	9 381 654
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Auto assurance	12.1	1 000 000	1 000 000
▪ Pavage	12.2	600 000	400 000
▪ Disposition des boues	12.3	37 612	125 000
	13	1 637 612	1 525 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 637 612	1 525 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Vidange des boues	17.1 40 143	20 000
	18	20 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21 2 188 471	1 813 206
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23 255 257	255 257
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25 135 738	135 738
Organismes contrôlés et partenariats	26 67 947	67 947
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29 80 286	40 000
Autres		
▪	30.1	
	31	2 727 699
	32	2 312 148
	2 767 842	2 332 148

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 (	10 000)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 (	10 000)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres	56.1 (	1 609 686)(
▪ Emprunt déficit antérieur	57 (	1 609 686)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres	62.1	
▪	63	
	64 (	1 619 686)(
		2 135 415)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 613 224	496 115
Investissements à financer	66 (1 973 802)(	3 877 108)
	67 (1 360 578)	(3 380 993)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 121 586 766	120 797 362
Propriétés destinées à la revente	69 5 502 150	552 633
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72	
	73 127 088 916	121 349 995
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 127 088 916	121 349 995
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (63 502 102)(	58 992 854)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (452 476)(	496 335)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 6 764 021	6 931 863
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80 1 609 686	2 115 415
	81 (55 580 871)(	50 441 911)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (55 580 871)(	50 441 911)
	84 71 508 045	70 908 084

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()	
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime complémentaire de retraite pour les employés syndiqués de la ville est un régime à cotisations déterminées. La dépense est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice à un taux correspondant à 7,5 % du salaire brut versé à l'employé. L'employeur s'engage à injecter jusqu'à concurrence de 8 %, soit 7,5 % dans le fonds de pension RRFS-FTQ et 0,5 % dans Bâtirente si l'employé syndiqué augmente sa participation à un pourcentage équivalent ou supplémentaire. Toute participation supplémentaire à 7,5 % sera versée dans le REER collectif des employés (Bâtirente).

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités 105		
Régime de retraite par financement salarial 106	366 182	372 084
Régime de retraite des employés municipaux du Québec 107		
Régime de retraite à prestations cibles 108		
Autres régimes 109		
	366 182	372 084

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

Des employés bénéficient d'un régime enregistré d'épargne retraite individuel où l'employeur contribue à un taux de 7,5 % de leur salaire brut de l'année en cours et l'employeur peut hausser sa contribution jusqu'à 8 % si l'employé injecte dans son REER un pourcentage équivalent.

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite 112		
Régime de retraite simplifié 113		
REER 114	182 999	149 572
Autres régimes 115		
	182 999	149 572

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice 117	6	6

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Cotisations des élus au RREM	118	8 476	7 977
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	28 565	26 883
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	5 346	5 547
	121	33 911	32 430

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	23 465 354	23 521 777	23 521 777	19 292 354
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	256 381	256 296	256 296	285 072
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	23 721 735	23 778 073	23 778 073	19 577 426
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	1 833 461	1 813 927	1 813 927	1 867 795
Égout	13	1 676 930	1 708 717	1 708 717	1 549 285
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	1 707 685	1 712 663	1 712 663	1 507 779
Autres					
▪ Bacs, tarifs bacs et sacs	16.1	31 465	25 079	25 079	25 997
Centres d'urgence 9-1-1	17	70 000	60 292	60 292	67 402
Service de la dette	18				
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	5 319 541	5 320 678	5 320 678	5 018 258
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	5 319 541	5 320 678	5 320 678	5 018 258
	27	29 041 276	29 098 751	29 098 751	24 595 684

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	33 165	28 265	28 519
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	148 433	135 095	129 045
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	421 508	353 911	333 060
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	603 106	517 271	490 624
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	176 239	170 649	168 236
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	176 239	170 649	168 236
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	779 345	687 920	658 860

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49	22 500	6 854	6 854
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52		(7 357)	47 660
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	60 299	18 036	18 153
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64		39 602	33 300
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70	67 867	131 352	131 352
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)					
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	74				
Sécurité du revenu	75				
Autres	76				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	77			26	
Rénovation urbaine	78				
Promotion et développement économique	79				
Autres	80				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	81	10 000	94 533	97 764	2 519
Activités culturelles					
Bibliothèques	82	89 943	77 223	77 223	107 977
Autres	83		46 500	46 500	2 000
Réseau d'électricité	84				
	85	250 609	406 743	409 974	211 635

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91			151 089
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100	12 364	12 364	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			98 219
Réseau de distribution de l'eau potable	102	39 792	39 792	115 882
Traitement des eaux usées	103			1 705 413
Réseaux d'égout	104			294 206
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120			16 845
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	52 156	52 156	2 381 654

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	397 741	284 271	284 271
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	217 481	217 480	217 480
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	615 222	501 751	501 751
TOTAL DES TRANSFERTS	136	865 831	960 650	963 881
				479 106
				3 072 395

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	84 198	84 198	90 613
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	84 198	84 198	90 613
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173		2 383	2 290
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176		2 383	2 290
Réseau d'électricité	177			
	178	84 198	86 581	92 903

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	314 753	370 755	295 613
	182	314 753	370 755	295 613
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184	97 850	26 625	39 640
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187	97 850	26 625	39 640
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188			
Enlèvement de la neige	189			
Autres	190	85 809	70 801	42 354
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	85 809	70 801	42 354
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198			
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203	105 000	107 145	250 752
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206	19 178	9 719	8 728
	207	124 178	116 864	259 480

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	570 464	769 642	1 043 530
Activités culturelles				
Bibliothèques	218	3 225	6 550	6 550
Autres	219			2 628
	220	573 689	776 192	1 050 080
Réseau d'électricité	221			
	222	1 196 279	1 361 237	1 635 125
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	1 196 279	1 445 435	1 721 706
				1 428 888

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	76 420	107 660	126 159
Droits de mutation immobilière	225	1 593 275	2 479 303	2 223 934
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227	1 455	897	1 647
	228	1 671 150	2 587 860	2 351 740
AMENDES ET PÉNALITÉS	229	180 000	304 923	209 678
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	231	153 664	632 863	635 934
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		(11 149)	(11 149)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234		140 640	140 640
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239		19 948	19 948
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	36 056	1 910 272	592 854
	242	36 056	2 059 711	592 854
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	598 985	636 690	6 992	643 682	643 682	712 747
Greffe et application de la loi	2	436 603	415 992	55 277	471 269	471 269	353 255
Gestion financière et administrative	3	1 587 393	1 517 898	8 692	1 526 590	1 526 590	1 788 871
Évaluation	4	241 799	317 236		317 236	317 236	162 120
Gestion du personnel	5	579 859	486 591	458	487 049	487 049	344 868
Autres							
▪ TI, communications, SAAQ	6.1	1 952 622	1 741 841	132 585	1 874 426	1 874 426	1 606 608
	7	5 397 261	5 116 248	204 004	5 320 252	5 320 252	4 968 469
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	4 133 800	4 077 814		4 077 814	4 077 814	4 075 185
Sécurité incendie	9	1 580 756	1 902 075	158 003	2 060 078	2 060 078	1 416 489
Sécurité civile	10	4 571	9 060	108	9 168	9 168	4 980
Autres	11	139 232	86 199	61	86 260	86 260	84 575
	12	5 858 359	6 075 148	158 172	6 233 320	6 233 320	5 581 229
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	2 588 352	2 458 623	2 032 501	4 491 124	4 491 124	4 315 661
Enlèvement de la neige	14	507 078	536 443	20 202	556 645	556 645	460 535
Éclairage des rues	15	188 309	154 822	129 124	283 946	283 946	281 050
Circulation et stationnement	16	97 916	86 622	29 842	116 464	116 464	112 476
Transport collectif							
Transport en commun	17	505 234	442 016	976	442 992	442 992	427 455
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20						
	21	3 886 889	3 678 526	2 212 645	5 891 171	5 891 171	5 597 177

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	1 310 740	1 213 178	493 523	1 706 701	1 437 925
Réseau de distribution de l'eau potable	23	571 091	440 290	195 610	635 900	1 000 177
Traitement des eaux usées	24	1 049 608	1 109 425	511 822	1 621 247	1 346 045
Réseaux d'égout	25	439 565	246 862	461 146	708 008	868 308
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	804 529	758 976	12 960	771 936	224 435
Élimination	27					264 644
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	518 462	552 124	168	552 292	485 575
Tri et conditionnement	29					
Matières organiques						
Collecte et transport	30	463 950	465 003		465 003	397 076
Traitement	31					
Matériaux secs	32	422 392	430 354	1 796	432 150	473 263
Autres	33					
Plan de gestion	34	102 808	102 808		102 808	98 071
Autres	35					
Cours d'eau	36	18 610	18 610		18 610	17 223
Protection de l'environnement	37	234 026	381 537	4 064	385 601	76 789
Autres	38	2 116	2 152	1 308	3 460	2 149
	39	5 937 897	5 721 319	1 682 397	7 403 716	6 691 680
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	143 367	110 904		110 904	127 438
Sécurité du revenu	41					
Autres	42					
	43	143 367	110 904		110 904	127 438

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	1 101 876	875 409	56 894	932 303	932 303	682 849
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						
Autres biens	46						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	1 340 204	1 020 237		1 020 237	1 020 237	655 236
Tourisme	48						
Autres	49						
Autres	50	40 618	87 303		87 303	87 303	21 164
	51	2 482 698	1 982 949	56 894	2 039 843	2 039 843	1 359 249
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52	439 274	365 844	199 915	565 759	565 759	608 389
Patinoires intérieures et extérieures	53	529 546	647 090	148 723	795 813	795 813	701 698
Piscines, plages et ports de plaisance	54	410 074	417 923	4 144	422 067	456 131	501 906
Parcs et terrains de jeux	55	881 673	619 347	186 358	805 705	864 846	867 806
Parcs régionaux	56	57 106	57 106		57 106	57 106	53 966
Expositions et foires	57						
Autres	58	1 385 580	1 222 256	117 927	1 340 183	1 340 183	984 941
	59	3 703 253	3 329 566	657 067	3 986 633	4 079 838	3 718 706
Activités culturelles							
Centres communautaires	60						
Bibliothèques	61	565 422	584 301	291 993	876 294	876 294	820 102
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62	215 893	169 340		169 340	169 340	207 116
Autres ressources du patrimoine	63						
Autres	64	199 340	142 876	23 862	166 738	166 738	215 991
	65	980 655	896 517	315 855	1 212 372	1 212 372	1 243 209
	66	4 683 908	4 226 083	972 922	5 199 005	5 292 210	4 961 915

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	1 484 935	1 466 998		1 466 998	1 574 450	1 139 817
Autres frais	69	198 183	140 676		140 676	159 281	99 921
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70						
Autres	71	250	940		940	1 418	7 465
	72	1 683 368	1 608 614		1 608 614	1 735 149	1 247 203
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		5 287 034 (	5 287 034)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2023	Réalisations
		2023	2023	2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	298 600	298 600	
Usines de traitement de l'eau potable	2	362 538	362 538	2 799 868
Usines et bassins d'épuration	3	1 146 863	1 146 863	2 100 033
Conduites d'égout	4	96 903	96 903	375 312
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	993 223	993 223	223 642
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	277 457	277 457	158 174
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 513 893	1 513 893	268 884
Autres infrastructures	11	10 034	10 034	35 259
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	242 078	242 078	17 505
Édifices communautaires et récréatifs	14			14 463
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	704 023	704 023	40 677
Ameublement et équipement de bureau	18	266 888	266 888	107 337
Machinerie, outillage et équipement divers	19	374 870	379 068	511 222
Terrains	20	54 194	54 194	33 800
Autres	21			
	22	6 341 564	6 345 762	6 686 176

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	298 600	298 600	
Usines de traitement de l'eau potable	2	362 538	362 538	2 799 868
Usines et bassins d'épuration	3	1 146 863	1 146 863	2 100 033
Conduites d'égout	4	96 903	96 903	375 312
Autres infrastructures	5	2 794 607	2 794 607	685 959
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	1 642 053	1 646 251	725 004
	12	6 341 564	6 345 762	6 686 176

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	255 257			255 257
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 967 439		1 124 729	2 842 710
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	48 334 630	8 033 000	2 275 040	54 092 590
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	52 557 326	8 033 000	3 399 769	57 190 557
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	6 931 863		167 842	6 764 021
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	6 931 863		167 842	6 764 021
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	6 931 863		167 842	6 764 021
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	6 931 863		167 842	6 764 021
	19	59 489 189	8 033 000	3 567 611	63 954 578
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	59 489 189	8 033 000	3 567 611	63 954 578

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	58 884 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 961 286
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	255 257
Débiteurs	8	6 764 021
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	412 997
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	53 413 011
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	5 070 578
Endettement net à long terme	14	58 483 589
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	650 853
Communauté métropolitaine	16	175 605
Autres organismes	17	1 889 000
Endettement total net à long terme	18	61 199 047
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	61 199 047
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	9 558	18 915	18 644
Évaluation	2	238 649	314 934	158 892
Autres	3	175 613	176 413	163 272
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	18 482	18 482	16 838
Sécurité civile	6	4 571	4 572	4 571
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	492 261	440 585	420 160
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 880 795	1 887 680	1 269 082
Cours d'eau	13	18 610	18 610	17 223
Protection de l'environnement	14			
Autres	15	2 116	2 152	2 150
Santé et bien-être				
Logement social	16	101 267	102 968	101 310
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	100 988	100 988	86 444
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	186 304	186 485	177 931
Autres	21	40 617	40 617	21 164
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	580 451	590 203	173 815
Activités culturelles	23	42 549	42 549	39 880
Réseau d'électricité	24			
	25	3 892 831	3 946 153	3 528 230
				2 671 376

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023*Non audité*

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 337 625	6 620 036
Frais de financement	4	3 939	42 694
Autres	5		
	6	6 341 564	6 662 730

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	30,00	35,00	43 133,00	2 768 215	651 317	3 419 532
Professionnels	2						
Cols blancs	3	91,00	34,00	71 748,00	2 104 059	475 311	2 579 370
Cols bleus	4	65,00	40,00	90 148,00	3 237 211	795 460	4 032 671
Policiers	5						
Pompiers	6	34,00	10,00	27 452,00	858 973	175 561	1 034 534
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	220,00		232 481,00	8 968 458	2 097 649	11 066 107
Élus	9	7,00			281 160	59 819	340 979
	10	227,00			9 249 618	2 157 468	11 407 086

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	18 036				18 036
Réseau de distribution de l'eau potable	3		39 792			39 792
Traitement des eaux usées	4	39 602				39 602
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	331 619	12 364	8 531	510 706	863 220
	7	389 257	52 156	8 531	510 706	960 650

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	52 396	37 232
	4	52 396	37 232
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	12 861	13 521
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	12 861	13 521
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	193 546	184 550
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	193 546	184 550
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	97 495	84 969
Réseau de distribution de l'eau potable	17	53 642	10 701
Traitement des eaux usées	18	468 504	114 614
Réseaux d'égout	19	12 888	12 719
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	632 529	223 003
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	2 559	
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	581 736	559 675
Autres	34	24 077	
	35	608 372	559 675
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	67 959	66 106
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	40 951	38 914
Autres	38		
	39	108 910	105 020
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 608 614	1 123 001

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Dominique Bellemare	1.1	Conseiller	18 514	9 257	
Mario Charette	1.2	Conseiller	18 514	9 257	
Alain Dubuc	1.3	Maire	68 578	18 207	18 973
Manon Fortier	1.4	Conseiller	18 514	9 257	
Francis Laberge	1.5	Conseiller	18 514	9 257	
Jocelyne Rajotte	1.6	Conseiller	18 514	9 257	
Alain Savard	1.7	Conseiller	18 514	9 257	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 4 000 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés
Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 26
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 27 212 818 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 28
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023 29 _____ \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 31 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 32
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 33 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 37 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 39 223 213 \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 41 _____ \$
- b) autres formes d'aide 42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

44 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 45 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 46 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 47 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 48 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 49 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 50 _____ \$
 - Systèmes de drainage 51 _____ \$
 - Abords de routes 52 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 53 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 54 _____ \$
- Dépenses relatives à l'entretien d'été 55 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles 56 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 57 _____

b) Date d'adoption de la résolution 58 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-11-402
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-11-12
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 2
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 435
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 221
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI** **NON**

- | | | | |
|--|---|-------------------------------------|-------------------------------------|
| 1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? | 1 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <p>Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».</p> | | | |
| Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 2 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? | 4 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

- | | | | |
|---|---|--------------------------|-------------------------------------|
| 4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? | 5 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? | 6 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| 6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? | 7 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

- | | | | |
|---|---|--------------------------|-------------------------------------|
| 7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? | 8 | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? | 9 | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière
modification : 2024-05-14 08:32

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	30 306 711	33 923 601	35 562 009	702 417	35 846 503
Investissement	2	2 646 837		2 216 104		2 216 104
	3	32 953 548	33 923 601	37 778 113	702 417	38 062 607
Charges	4	30 453 261	30 073 747	33 806 825	637 663	34 026 565
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 500 287	3 849 854	3 971 288	64 754	4 036 042
Moins : revenus d'investissement	6 (	2 646 837)(	)	2 216 104)(	)	2 216 104)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(146 550)	3 849 854	1 755 184	64 754	1 819 938
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	5 032 513		5 287 034	185 850	5 472 884
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 150 000				
Remboursement de la dette à long terme	10 (	10 211 296)(	)	3 211 158)(	188 611)(	3 399 769)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	363 529)(	3 382 000)(	857 917)(	4 198)(	862 115)
Excédent (déficit) accumulé	12	7 866 982	(467 854)	(379 836)		(379 836)
Autres éléments de conciliation	13			75 149	55 011	130 160
	14	3 474 670	(3 849 854)	913 272	48 052	961 324
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 328 120		2 668 456	112 806	2 781 262

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	7 801 796	10 441 246	10 711 690
Débiteurs	2	16 296 344	16 917 191	16 938 364
Placements de portefeuille	3			
Autres	4		4 996 203	4 996 203
	5	24 098 140	32 354 640	32 646 257
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	53 771 499	58 452 829	63 502 102
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	8 440 236	9 080 603	9 160 219
	10	62 211 735	67 533 432	72 662 321
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(38 113 595)	(35 178 792)	(40 016 064)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	113 625 282	114 651 349	121 586 766
Autres	13	1 071 902	1 082 320	1 095 818
	14	114 697 184	115 733 669	122 682 584
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	9 328 119	9 554 428	9 733 285
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 525 000	1 637 612	1 637 612
Réserves financières et fonds réservés	17	2 264 201	2 699 895	2 767 842
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	2 135 415)(	1 619 686)(	1 619 686)(
Financement des investissements en cours	19	(3 393 509)	(1 360 578)	(1 360 578)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	68 995 193	69 643 206	71 508 045
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	76 583 589	80 554 877	82 666 520

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Auto assurance	1.1	1 000 000	1 000 000
▪ Pavage	1.2	600 000	400 000
▪ Disposition des boues	1.3	37 612	125 000
	2	1 637 612	1 525 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	1 637 612	1 525 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Vidange des boues	5.1	40 143	20 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	2 188 471	1 813 206
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	390 995	390 995
Organismes contrôlés et partenariats	10	67 947	67 947
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	80 286	40 000
Autres			
▪	14.1		
	15	2 767 842	2 332 148
	16	4 405 454	3 857 148

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.
Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	53 413 011
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	61 199 047

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	255 257	255 257
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	54 092 590	48 334 630
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	2 842 710	3 967 439
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	6 764 021	6 931 863
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	63 954 578	59 489 189

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	24 595 684	29 041 276	29 098 751	29 098 751
Compensations tenant lieu de taxes	13	658 860	779 345	687 920	687 920
Quotes-parts	14				
Transferts	15	688 222	865 831	908 494	911 725
Services rendus	16	1 209 708	1 196 279	1 445 435	1 721 706
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 561 418	1 851 150	2 892 783	2 892 783
Autres	18	592 819	189 720	528 626	533 618
	19	30 306 711	33 923 601	35 562 009	35 846 503
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	2 381 654		52 156	52 156
Autres	23	265 183		2 163 948	2 163 948
	24	2 646 837		2 216 104	2 216 104
	25	32 953 548	33 923 601	37 778 113	38 062 607

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	5 397 261	5 116 248	204 004	5 320 252	5 320 252	4 968 469
Sécurité publique							
Police	2	4 133 800	4 077 814		4 077 814	4 077 814	4 075 185
Sécurité incendie	3	1 580 756	1 902 075	158 003	2 060 078	2 060 078	1 416 489
Autres	4	143 803	95 259	169	95 428	95 428	89 555
Transport							
Réseau routier	5	3 381 655	3 236 510	2 211 669	5 448 179	5 448 179	5 169 722
Transport collectif	6	505 234	442 016	976	442 992	442 992	427 455
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	3 371 004	3 009 755	1 662 101	4 671 856	4 671 856	4 652 455
Matières résiduelles	9	2 312 141	2 309 265	14 924	2 324 189	2 324 189	1 943 064
Autres	10	254 752	402 299	5 372	407 671	407 671	96 161
Santé et bien-être	11	143 367	110 904		110 904	110 904	127 438
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 101 876	875 409	56 894	932 303	932 303	682 849
Promotion et développement économique	13	1 340 204	1 020 237		1 020 237	1 020 237	655 236
Autres	14	40 618	87 303		87 303	87 303	21 164
Loisirs et culture	15	4 683 908	4 226 083	972 922	5 199 005	5 292 210	4 961 915
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 683 368	1 608 614		1 608 614	1 735 149	1 247 203
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	30 073 747	28 519 791	5 287 034	33 806 825	34 026 565	30 534 360
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		5 287 034 (	5 287 034)			
	21	30 073 747	33 806 825		33 806 825	34 026 565	30 534 360

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>Réalisations 2022</u>	<u>Réalisations 2023</u>		<u>Total consolidé¹</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	2 646 837	2 216 104		2 216 104
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	6 662 730)(	6 341 564)(	4 198)(	6 345 762)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)(	4 996 203)(	)(	4 996 203)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 606 668	8 033 000		8 033 000
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	363 529	857 917	4 198	862 115
Excédent accumulé	6	660 799	2 263 677		2 263 677
	7	(2 031 734)	(183 173)		(183 173)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	615 103	2 032 931		2 032 931

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14